

L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Quels enjeux et défis majeurs ?

En passant de 15 à 27 membres, l'Union Européenne a réalisé le plus audacieux élargissement de son histoire. Celui-ci contient toutes les difficultés d'un processus classique d'élargissement, démultipliées par le nombre élevé des nouveaux membres.

Alors qu'initialement la Communauté Économique Européenne (CEE) était conçue comme un « club de pays riches » composé d'un nombre réduit d'États-membres, le nouvel élargissement fait entrer 12 pays qui sont plus pauvres que la moyenne européenne. Dans une Europe en panne de croissance, ce nouvel élargissement peut-il devenir une chance que l'Union Européenne devienne une réelle puissance économique à l'échelle mondiale ? Ou au contraire, sera-t-il un piège avec une amplification des divergences débouchant sur une Europe à deux vitesses ?

Qu'il soit étudiant, décideur ou simple citoyen, le lecteur trouvera dans cet ouvrage des réponses à ces questions cruciales pour l'avenir de l'Europe et matière à réflexion sur bien d'autres.

Ont contribué à cet ouvrage : W. Andreff, Y. Binenu, L. Brancu, A. Calogoi, N. Chusseau, N. Couderc, J. Creel, J. Dias, J. Dimitrijeva, C. Duc, B. Dupont, M. Dupont-Dobrzynski, B. Farvaque, C. Gallouj, K. Gallouj, M. Gérard, C. Granger, L. Hablicsek, M. Hazans, J. Héricourt, H. Krifa-Schneider, H. Lavalle, S. Levasseur, S. Mage, V. Magriço, J. Matei, J. J. Novak, X. Rabet, I. Robert-Bobée, J.M. Siroën, P. Stanek, D. Tatot, A. Tykhonchik, C. Viera, I. Viera, B. Yilmaz.

Hadjila KRIFA-SCHNEIDER, Maître de conférences à la Faculté de sciences économiques et sociales de Lille 1, chercheuse à l'Équipe (Économie Quantitative, Intégration, Politiques Publiques Européennes) – Université de Lille, et à l'Ipres/CNRS, l'auteur dirige également le Master « Management of European Affairs ».



9 782296 030060

ISBN : 978-2-296-03006-0

10 €

Hadjila KRIFA-SCHNEIDER
(sous la direction de)

L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Quels enjeux et défis majeurs ?

Hadjila KRIFA-SCHNEIDER
(sous la direction de)

L'ÉLARGISSEMENT
DE L'UNION EUROPÉENNE



L'Harmattan

Série *Le Monde en Questions*
Collection *L'esprit économique*

SOMMAIRE

Préface, par <i>Wladimir Andreff</i>	IX
Remerciements, par <i>Hadjila Krifa-Schneider</i>	XV
Introduction, par <i>H. Krifa-Schneider et Jean Jacques Novak</i>	1

PREMIERE PARTIE

LES DEFIS DE L'ELARGISSEMENT ET LA QUESTION DU RATTRAPAGE

Chapitre 1 : Les défis économiques et sociaux de l'élargissement.....	19
Chapitre 2 : Les perspectives de rattrapage économique des nouveaux membres de l'UE en provenance de l'Europe de l'Est.....	41
par <i>Anna Tykhonenko</i>	
Chapitre 3 : La contribution au budget européen sous un nouvel angle.....	65
par <i>Délaphine Tatot</i>	

DEUXIEME PARTIE

POLITIQUE MONETAIRE DE L'EUROPE ELARGIE

Sous-partie 2.1: Mécanismes monétaires

Chapitre 4 : Impact des chocs monétaires dans les PECO : quelles implications pour l'adop- tion de l'euro ?.....	89
par <i>Jérôme Héricourt et Juliana Matei</i>	
Chapitre 5 : Les mécanismes de transmission de la politique monétaire dans les PECO : y a-t-il des différences avec la zone euro ?.....	111
par <i>Jérôme Creel et Sandrine Levasseur</i>	

© L'HARMATTAN, 2007
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-03006-0
EAN : 9782296030060

Sous-partie 2. 2 : Le rôle des banques centrales	
Chapitre 6 : Composition des comités de politique monétaire et performances financières des banques centrales.....	141
<i>par Etienne Farvaque et Piotr Stanek</i>	
Chapitre 7 : Assiste-t-on à une convergence des systèmes de réserves obligatoires en Europe.....	161
<i>par Nicolas Couderc</i>	
TROISIEME PARTIE INTEGRATION COMMERCIALE ET STRUCTURES PRODUCTIVES DANS L'EUROPE ELARGIE	
Sous-partie 3.1 : Commerce et IDE	
Chapitre 8 : La compétitivité internationale et la spécialisation dans le commerce international : une comparaison entre six pays et l'Europe des 15.....	181
<i>par Bahri Yilmaz</i>	
Chapitre 9 : Démocratie et corruption dans le commerce : le paradoxe européen.....	213
<i>par Cindy Duc, Clotilde Granger, Emmanuelle Lavalle et Jean-Marc Siroën</i>	
Chapitre 10 : Vers l'Est : une histoire de flux de capitaux.....	235
<i>par Isabelle Viera, Aurova Calego et Carlos Viera</i>	
Chapitre 11 : Déterminants institutionnels du processus d'investissement étranger : le cas des PECO.....	257
<i>par Laura Branco</i>	

VI

Sous-partie 3.2 : Conséquences pour les pays, conséquences pour les secteurs et stratégies de firmes	
Chapitre 12 : Intégration régionale et croissance : un modèle d'équilibre général appliqué à la Pologne.....	281
<i>par Sabine Mage</i>	
Chapitre 13 : Les stratégies des constructeurs automobiles dans les PECO.....	297
<i>par Xavier Richet</i>	
Chapitre 14 : Les PECO et l'expérience portugaise ?.....	317
<i>par João Dias et Vitor Magriço</i>	
QUATRIEME PARTIE L'EUROPE SOCIALE	
Sous-partie 4.1 : Tendances démographiques et protection sociale	
Chapitre 15 : Vieillesse et vieillissement en Europe élargie : « élargissement » des problèmes ?.....	343
<i>par Camal Gallowj et Karim Gallowj</i>	
Chapitre 16 : Projections démographiques harmonisées : France, Hongrie et Slovaquie.....	367
<i>par Isabelle Robert-Bobée et Laszlo Hablicsek</i>	
Chapitre 17 : La normalisation des retraites capitalisées dans l'UE à 25: un gain pour les retraités des PECO.....	397
<i>par Marco Géraci</i>	

VII

Vers l'Est: une légende des flux de capital *

* Cette recherche fait partie du projet Ezoneplus (www.ezoneplus.org) appuyé financièrement par le Comité Européen du 5^e Cadre Communautaire. L'auteur correspondant : impvv@uevora.pt
 Les auteurs veulent remercier les participants à la Conférence du MEDEE et le Pôle Jean Monnet «L'élargissement de l'Union Européenne: enjeux, effets et perspectives», réalisée à Lille, le Décembre 2004, et en spécial, les précieux commentaires et les suggestions du Professeur Jean Jacques Nowak. Ce texte est de la responsabilité des auteurs.

Vieira, I., Galego, A. et Vieira, C.

Universidade de Évora

Largo dos Colegiais, 2

7000-803 Évora

Portugal

(cette version: Novembre 2005)

Résumé:

Les investissements directs jouent un rôle crucial dans les procédés de la convergence réelle et nominale des pays récemment intégrés dans l'Union Européenne. Ils proportionnent les moyens financiers pour la restructuration économique, l'implémentation et l'actualisation technologique et de la culture d'affaires orientée pour le marché. Les investissements étrangers, un des visages les plus visibles de l'intégration économique ont été, et sont encore, avidement recherchés, et avec du succès, par les gouvernements de l'Europe Centrale et Orientale. Cette impressionnante augmentation des flux de l'investissement par rapport aux économies de transition a provoqué de la peur en ce qui concerne les déplacements de l'investissement, en spécial du côté des pays situés au Sud de l'Union Européenne. Ce travail évalue les aspects déterminants des investissements étrangers et calcule l'existence d'un détour vers l'Est, en regardant particulièrement le Portugal, le pays qui est souvent identifié comme celui qui a le plus perdu avec le cinquième élargissement de l'Union Européenne.

Mots Clef: Investissement directs étrangers, Elargissement de l'Union Européenne, modèle de gravité, déterminants des IDE, délocalisation des IDE.

Classification JEL: F15, F21

Introduction

L'«euroisation» des nouveaux membres de l'Union Européenne (UE) exige un effort exceptionnel de convergence pendant une période de temps relativement courte. Les investissements directs étrangers (IDE) qui ont été considérés au même temps comme un des visages les plus visibles de l'intégration économique et comme un de ses principaux inducteurs, jouent un rôle crucial dans ce processus. Dans les pays qui ont

des marchés financiers faibles et sous-développés, les investissements étrangers sont une source vitale pour financer la restructuration de l'industrie, en augmentant, de cette façon, le niveau technologique de production et en encourageant une croissance économique plus forte. Particulièrement intéressant pour les pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) c'est que les IDE sont une manière facile de transférer la culture d'affaires orientée pour le marché, un sujet indéniable pour les économies antérieurement planifiés centralement. En plus, la nature à long terme des projets IDE implique un risque beaucoup plus bas de reversions dans l'investissement, avec les conséquences dramatiques senties récemment, par exemple dans le Sud-est de l'Asie et de l'Amérique Latine.

Parfois considérée comme une influence indésirable dans les marchés domestiques, presque tous les gouvernements du monde entier reçoivent avidement les investissements étrangers. Dans les premiers stades de la transition, des gouvernements des PECO ont reconnu l'importance d'attirer de grandes quantités d'investissements étrangers et ils ont implémenté promptement les mesures adéquates à améliorer l'attraction de leurs économies par rapport aux investisseurs étrangers. Les années 90 ont témoigné une augmentation impressionnante des flux d'IDE pour l'Est, déclenchée par le procès de transition et renforcée par les projets d'adhésion à l'UE.

L'augmentation des flux des IDE pour les régions de l'Est a provoqué de la peur du déplacement de l'investissement dans l'UE, en spéciale du côté des pays les plus défavorisés du Sud. En fait, bien que le cinquième élargissement de l'UE soit considéré comme un jeu à somme positif, dans lequel les nouveaux membres de l'UE recevraient supposément les plus grands profits, les adhérents plus anciens devraient aussi gagner avec l'élargissement de l'UE. Quelques études, par contre, concluent clairement qu'il y aura des perdants liquides dans ce processus. Parmi d'autres, Baldwin, Francois et Portes (1997) trouvent que le Portugal sera le seul ancien membre qui aura des pertes liquides pendant l'élargissement. Ils justifient cette perte avec l'importance des textiles dans l'économie portugaise, le secteur que l'on croit qui sera le plus négativement affecté.¹ Breuss (2002) estime que les PECO gagneront, en moyenne, dix fois plus que les adhérents plus anciens, qui auraient, avec l'élargissement, augmenté le PIB réel, en moyenne environ 0,5%. Pourtant, il croit

¹ Les données d'Eurostat montrent que l'industrie textile au Portugal est responsable de 32.5 % du total de l'emploi dans la manufacture, alors que ça ne représente que 18.8% de la totalité de la valeur accrue. Cette disparité montre la nature caractéristique de la main d'œuvre intensive et les niveaux de production relativement faibles dans ce secteur.

aussi que les coûts économiques dépassent les lucres dans trois pays: l'Espagne, le Danemark et, en spécial, le Portugal.

Un des problèmes les plus importants du processus de l'élargissement de l'UE pour l'économie portugaise est la possible délocalisation des flux des IDE, particulièrement dans les industries intensif en travail, comme celles des textiles, un secteur traditionnellement fort dans l'UE. Des exemples de délocalisation peuvent, pourtant, être aussi trouvés dans des secteurs plus avancés, comme ceux des machines électriques et électroniques.

En effet, plusieurs exemples différents de la délocalisation des IDE du Portugal vers l'Est sont maintenant du domaine public, dans des secteurs comme ceux des textiles, des chaussures, des machines électriques et électroniques. D'autres projets d'investissement ont été relogés dans des économies de transition qui ne font pas partie de l'UE, comme la Roumanie, des pays adhérents plus anciens comme la France, ou même dans des pays hors de l'Europe, comme l'Inde et la Chine. Malheureusement, qu'on le sache, il n'y a pas de registres consistants et détaillés des désinvestissements publiquement disponibles.

Dans ce travail on actualise et on améliore la solidité de l'analyse empirique développée dans Galego et al. (2004) pour identifier les principaux déterminants des IDE et évaluer l'existence de la délocalisation des IDE du Sud vers l'Est, en utilisant un nombre d'analyses formelles et informelles. L'attention est dirigée vers l'économie portugaise lorsque le Portugal a été identifié comme le principal perdant de l'élargissement de l'UE vers l'Est, surtout à cause de sa localisation et de son incapacité structurale d'entrer en compétition avec d'autres pays de l'Est en ce qui concerne des projets d'investissement pareils. La délocalisation des IDE vers l'Est doit être impulsé par les salaires bas, la proximité géographique, les forces de travail plus spécialisées, et la croissante intégration dans les marchés de l'UE. La prochaine section examine l'épreuve produite, jusqu'à ce moment, dans la littérature. Après, plusieurs différents abordages seront appliqués pour évaluer empiriquement le relogement des IDE. La deuxième section jette un regard informel sur les données disponibles, en essayant de découvrir les principales tendances. La troisième section emploie un modèle économétrique pour trouver les principaux déterminants des flux des IDE, en utilisant les estimatives pour prouver l'hypothèse de la délocalisation. La quatrième section considère les indicateurs du potentiel et de la performance des IDE, proposés par l'UNCTAD, pour examiner les dynamiques récentes d'investissement dans l'UE. Finalement, dans la dernière section de ce travail, quelques conclusions sont présentées.

1. Une révision de la littérature

Le processus de transition des économies des PECO et leurs plans pour entrer l'UE ont provoqué une augmentation massive des flux des IDE vers la région et une grande quantité de littérature qui étudie leurs déterminants et leurs effets. Quelques études ont, en particulier, analysé l'hypothèse de déviation d'investissements de la périphérie du Sud de l'Europe vers l'Est. On a obtenu plusieurs conclusions, les analyses les plus formelles ont été contre ce déviation de l'investissement et les études non paramétriques ont suggéré le contraire. Au niveau institutionnel, le même résultat contradictoire émerge, en justifiant donc, l'intérêt que ce sujet soulève.

Une des premières études publiées sur l'intégration des PECO dans l'UE et sur la possibilité de cette intégration affecter négativement les afflux des IDE vers les adhérents plus anciens a été un travail fait par Brenton, Di Mauro et Lucke (1999). Leur analyse de la dynamique des flux des IDE bilatéraux dans un groupe de pays membres et non membres d'UE est basée dans un modèle de gravité avec des variables dummy pour les pays de l'UE du Sud et pour les PECO, et ils n'arrivent pas à prouver la délocalisation des IDE.

La même conclusion peut être trouvée dans Buch, Kokta et Piazzolo (2001 et 2003) qui, en employant aussi un modèle de gravité, estiment et prévoient les déterminants des flux et des stocks des IDE dans les PECO et dans le Sud de l'Europe. En comparant les valeurs des IDE espérées et les valeurs réelles, les auteurs suggèrent, qu'apparemment, il n'y a pas eu de relogement des IDE dans les régions analysées, pendant la période de temps analysée.

Ces analyses empiriques formelles sont supportées par l'UNCTAD (2004, p. 72), qui entend clairement qu'il n'y a pas eu un écart significatif de flux des IDE vers l'Est. Par contre, elle montre que, de 1995 à 2003 les influx globaux des dix nouveaux membres ont diminué d'un poids de 10,6 des afflux globaux des quinze membres plus anciens pour un pourcentage de 3,5%.

Barry et Hannan (2001) obtiennent des résultats très différents qui, appuyés sur une analyse de l'évolution des stocks des IDE reçus dans les années 90, concluent que les IDE ont été vraiment délocalisés des pays du Sud de la cohésion vers les PECO. D'après les auteurs, les décisions de reloger des activités originaires des membres du Sud de l'Europe, où les salaires sont bas, pour autres lieux dans l'Europe Centrale et de l'Est, où les salaires sont encore plus bas, a impliqué une augmentation des flux

des IDE vers les PECO par un facteur de 23, alors que les numéros n'étaient que 2.3 dans l'UE et 1.7 dans les membres du Sud de l'UE.

Dans une analyse des multinationales suédoises, Braconier et Ekholm (2001) sont aussi pour la délocalisation des IDE et ils montrent que l'emploi dans ces entreprises a diminué pendant les années 90 dans l'Europe du Sud et a augmenté à peu près dans la même quantité dans les PECO.² Malgré la précaution nécessaire quand on pense à généraliser ces conclusions, lorsqu'un seul pays investisseur est analysé, leur analyse économétrique de la compétition des salaires parmi les régions de l'UE suggère que l'emploi affilié dans les PECO est plus sensible aux coûts du travail si les entreprises ont aussi des activités affiliées dans d'autres lieux dans l'UE.

La possibilité de la délocalisation des IDE vers l'Est apparaît aussi dans une étude sur les effets de l'élargissement de l'UE dans l'économie portugaise, développée par Crespo, Fontoura et Barry (2004). En suggérant que les PECO entreront en compétition avec le Portugal et avec les autres pays de la cohésion, dans les mêmes projets d'investissement, les auteurs comparent la compétitivité de ces pays dans des différents aspects relevant pour les investisseurs étrangers et exposent plusieurs faiblesses de la position portugaise vis-à-vis les PECO, surtout en ce qui concerne la rigidité des marchés de travail, la qualité du capital humain ou aux niveaux du gouvernement et de la justice.

L'épreuve de la délocalisation des IDE relevée par les analyses académiques est renforcée au niveau institutionnel par la Banque Centrale portugaise (Banco de Portugal, 2004, p. 188) en suggérant que *quelque réorientation des flux de capital, surtout pour l'Europe Centrale et de l'Est, a eu lieu.*

Il y a une divergence claire dans les résultats des analyses réalisées, en justifiant, donc, l'intérêt d'une recherche postérieure. Lorsque la disponibilité des données auxquels on peut confier est un aspect essentiel à considérer quand on évalue l'hypothèse de relogement des IDE vers les PECO, notre étude utilise les dernières statistiques officielles et développe au même temps des abordages informels et des abordages économétriques robustes pour permettre des comparaisons avec des évaluations déjà réalisées et valoriser cet objet de recherche.

2. Les dynamiques des flux des IDE

² On peut trouver les mêmes conclusions in Ekholm et Markusen (2002).

Les afflux des IDE pour l'économie portugaise ont augmenté considérablement en suivant l'adhésion du pays à la Communauté Européenne en 1986. Comme on peut voir dans l'image 1, les afflux relatifs qui étaient toujours inférieurs à 1% du PIB avant la moitié des années 80, ont atteint des magnitudes plus hautes dans les années suivantes. Les valeurs ont atteint les 4% du PIB par la première fois en 1991, probablement grâce au grand investissement de la Ford – Volkswagen, et ont enregistré la valeur la plus haute d'environ 6% en 2001. Dès cette année que le poids des afflux des IDE dans le PIB portugais a diminué rapidement, aussi à cause de l'exhaustion du processus de privatisation.

À partir

de 1998 le Portugal est devenu un exportateur liquide des fonds d'investissement direct, en inversant sa réputation bien connue en tant que pays d'accueil de capital étranger. Cette inversion peut être le résultat soit d'une dynamique internationale augmentée du côté des agents domestiques, mais aussi d'une attirance relativement plus faible de l'économie portugaise pour les investisseurs étrangers.

[Image 1]

En fait, malgré l'augmentation constante des afflux bruts jusqu'à l'année 2000, en suivant plus tard le déclin dans le monde entier, le désinvestissement a augmenté rapidement en conduisant à une diminution des IDE liquides dans l'économie portugaise pendant les deux dernières années (regarder l'image 2).

[Image 2]

En ce qui concerne les PECO, les IDE ont augmenté considérablement, promus par le processus de transition vers l'économie de marché et la perspective d'intégration dans l'UE. À partir 1995 la plupart de ces pays ont attiré des volumes croissants de fonds d'investissement et quelques pays ont même échappé de la tendance pour le déclin international dans les IDE dans ces dernières années. Grâce à une localisation géographique favorable et à une réputation bien consolidée en tant que fournisseur de main d'œuvre bon marché, ces pays ont souvent été accusés de provoquer une délocalisation des projets d'investissement des pays adhérents plus anciens et plus pauvres de l'UE, comme le Portugal ou l'Espagne.

Par rapport aux volumes des afflux des IDE attirés, seulement la République Tchèque, l'Hongrie et la Pologne sont comparables au Portugal. Quoi que ce soit, la comparaison des afflux de ces pays avec ceux que le Portugal a reçus, et aussi avec le niveau de désinvestissements enregistrés dans l'économie portugaise, ne prouve pas clairement la délocalisation des IDE (regarder l'image 3).

[Image 3]

Une perspective différente est obtenue par l'agrégation des données et leur expression en tant que pourcentage du PIB, pour retirer les différences relatives aux dimensions économiques des pays. L'image 4 montre les afflux des IDE en pourcentage du PIB, au Portugal et dans les huit PECO qui ont intégré récemment l'UE. Malgré une évolution presque symétrique pendant quelques années, jusqu'à la fin des années 90, la tendance globale ne présente pas de différences significatives, ne suggérant pas l'existence de délocalisation. Les données portugaises dépassent celles des PECO pendant l'année 2000 et, depuis cette année, les deux séries exhibent une diminution accentuée. Comme le Portugal, les nouveaux membres de l'UE ont souffert une chute dramatique en 2003, due surtout à la fin du processus de privatisation dans la République Tchèque et dans la Slovaquie.

[Image 4]

Une question importante quand on analyse le sujet de la possible délocalisation des IDE est l'identification des principaux fournisseurs de fonds. D'après les données de la Banque Centrale portugaise et du Ministère des Finances (Ministério das Finanças, 2003), entre 1996 et 2001 les trois investisseurs plus importants étaient le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. En ce qui concerne l'investissement liquide, l'ordre change radicalement avec l'Espagne au sommet de l'échelle, suivie par le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Le fait de l'Espagne être le principal investisseur liquide au Portugal, peut suggérer que les prévisions d'une délocalisation de IDE vers les pays de l'Est peuvent être infondées, mais indique aussi que, par rapport aux IDE, la proximité géographique est un aspect significatif à considérer. A ce propos, il faut souligner que les Pays-Bas et l'Allemagne sont aussi le premier et le deuxième principal investisseur dans les trois PECO déjà mentionnés. Pourtant, ni les données hollandaises ni les

allemandes prouvent le désinvestissement liquide au Portugal. Par contre, dans le cas de l'Allemagne, les afflux liquides des IDE ont augmenté de 1999 jusqu'à 2001 (Ministério das Finanças, 2003, p.89).

Par rapport à la distribution sectorielle, les fonds des IDE pour le Portugal sont premièrement, et essentiellement, dirigés aux services et deuxièmement à la manufacture. Pendant les dernières années, il y a eu une tendance croissante dans les flux vers le secteur tertiaire et un déclin dans ceux qui sont dirigés à la manufacture. Ce déclin a coïncidé aussi avec le relogement des fonds étrangers des industries de travail intensif pour d'autres plus sophistiquées technologiquement. Cette tendance, qui est positive du point de vue des pays d'accueil, serait inévitable, avec ou sans l'élargissement de l'UE vers l'Est. En effet, il y aura toujours des lieux plus attirants que le Portugal du point de vue des coûts de la main-d'œuvre.

Les fonds d'investissement dirigés aux PECO montrent un modèle sectoriel pareil, en termes relatifs, avec le secteur tertiaire recevant la plupart des IDE. Cependant, d'accord avec l'image 5, le secteur de la manufacture représenté en 2002/03 entre 30% et 50% du total des stocks reçus des IDE dans la plupart des pays, chiffres significativement au-dessus ceux observés au Portugal où, en 2001 le secteur de la manufacture représentait 21.6% du total des stocks reçus des IDE (Ministério das Finanças, 2003). En 1999, seulement l'Allemagne et le Danemark, parmi les UE-25, ont présenté de grands pourcentages dans le secteur des services dans le volume des IDE reçus. Comme les flux des IDE pour le Portugal sont plus dirigés vers des secteurs des produits non échangeables, la délocalisation de l'investissement peut-être négligeable en termes généraux.

[Image 5]

3. La spécification économétrique et l'analyse des déterminants des IDE

Dans cette section on investigate les déterminants des flux bilatéraux des IDE en estimant un modèle gravitationnelle. Plusieurs études ont adopté un abordage pareil, dans ce genre de recherche, et ça permette une comparaison appropriée de résultats. Notre analyse des possibles déterminants des flux d' IDE est suivie d'un exercice dans lequel le modèle empirique estimé est utilisé pour prédire les niveaux potentiels des IDE, au même temps pour les deux pays Ibériques et pour quelques PECO, qui sont subséquemment comparés avec les valeurs observées. On espère que ce procédé éclaircisse la question s'il y a eu une délocalisation des IDE, ou pas.

L'échantillon des données analysées comprend quatorze pays investisseurs et un total de vingt sept pays d'accueil, en comptant avec les pays de l'Ouest et de l'Est de l'Europe, pendant la période de temps qui va de 1993 jusqu'à 2000.³ Le choix de la période d'analyse était limité surtout à la disponibilité de données consistantes et de confiance. Malgré cette grande limitation la période analysée est adéquate aux propos de cette étude, lorsque seulement après le début des années 90 a eu lieu une augmentation raisonnable des afflux des IDE de l'Ouest vers les PECO.

En suivant la littérature, un large ensemble de variables explicatrices peuvent être considérées pour l'analyse des déterminants des IDE. Dans cette étude on a analysé le suivant: le PIB per capita dans le pays d'origine (i) et dans le pays de destination (j), (*PIBcap*), la population du pays d'origine et du pays de destination, (*pop*), le degré d'ouverture du pays de destination, définie par la ratio du commerce externe (exportations plus importations) sur le PIB, (*open*), les niveaux relatifs de compensation du pays d'accueil par rapport à ceux du pays d'origine, (*CL*),⁴ la distance géographique entre les capitales des deux pays, (*dist*), et une variable dummy en ayant la valeur d'un quand les deux pays partagent une frontière commun, (*frontière*).⁵ Par opposition à les analyses empiriques antérieures, nous considérons la relation parmi les flux d'IDE et la population et le PIB per capita des pays investisseurs, des variables qui ne sont pas typiquement considérées.

D'autres variables qui sont habituellement employées dans des études sur les investissements étrangers dans les pays de l'Est, comme l'expérience de la force de travail, le risque du pays, les mesures de transformation économique ou les calendriers de privatisation, ne peuvent pas être utilisés dans ce travail.⁶ Utiliser données de panel pour un grand nombre de pays d'accueil, autant de l'Est que de l'Ouest, rendre impossible l'analyse de telles variables, lorsque l'information n'est pas disponible d'une façon consistante pour un nombre raisonnable de pays et d'années. En effet, la plupart

³ La liste des pays inclus dans l'échantillon des données est disponible dans l'appendice.

⁴ Les niveaux de compensation comprennent la compensation horaire totale pour les ouvriers de la manufacture, en incluant les salaires et les bénéfices supplémentaires (World Competitiveness Yearbook, 1993 à 2000).

⁵ Malgré la diminution de la distance relative parmi les pays, grâce aux développements dans la technologie et les communications, en suggérant que ces variables soient en train de perdre importance et même en mettant en doute la validité présente des modèles de gravité, les données d'Eurostat pour 1999 suggèrent que les entreprises de l'UE préfèrent encore investir dans des pays géographiquement voisins: les investisseurs nordiques préfèrent les pays Baltiques, les investisseurs suédois appuient surtout l'Estonie et la Lituanie, les entreprises autrichiennes et allemandes contribuent largement pour la Slovaquie et la République Slovaque, alors que les firmes du Pays Bas et de l'Allemagne (les principaux investisseurs dans les PECO), et aussi la France, sont des investisseurs importants dans la Pologne.

⁶ D'autres variables explicatrices, comme le poids du déficit dans le PIB des pays et la taxe de l'inflation n'arrivent pas à être significatives et, c'est pourquoi, n'ont pas été incluses dans les spécifications présentées.

des études qui utilisent ce type de variables ne considèrent que les afflux des IDE vers les pays de l'Est.

En essayant d'améliorer plusieurs analyses antérieures, on a adopté des procédés économétriques solides, pour obtenir des résultats plus précis. Il y a plusieurs options en termes de spécification dans l'estimation d'un modèle de gravité. Dans cette analyse empirique, nous suivons une méthodologie de données de panel, en considérant un modèle avec des effets individuels et temporels (pour comprendre les effets des cycles d'affaires):

$$(1) \quad Y_{ijt} = X_{ijt} \beta + \alpha_{ij} + \gamma_t + \varepsilon_{ijt},$$

Où Y_{ijt} représente le logarithme des flux bilatéraux des IDE sur la population des pays de destination, pour considérer les différences de taille parmi les pays considérés dans l'échantillon, et X_{ijt} représente le logarithme des variables explicatrices qui sont spécifiques autant pour les pays investisseurs que pour les pays d'accueil. Le terme γ_t correspond aux variables dummy temporels, α_{ij} représente l'effet fixé inobservable et ε_{ijt} est le terme de l'erreur stochastique.

Au contraire des études empiriques antérieures, α_{ij} représente les effets bilatéraux communs, à la fois des effets spécifiques du pays, pour considérer tous les effets inobservables, qui ne varient pas avec le temps, et qui sont spécifiques à tous les paires de pays, comme par exemple les effets géographiques, historiques, politiques, culturels, et d'autres, qui peuvent affecter les flux des IDE entre deux pays. Des travaux récents ont conclu que cet abordage à la spécification économétrique des modèles de gravité est plus général et origine des mieux estimatives, par comparaison avec les spécifications traditionnelles (regardez par exemple Egger et Pfaffermayer, 2003, ou Cheng et Wall, 2005). En plus, on argumente que l'inclusion des effets communs bilatéraux proportionne aussi de meilleures prédictions à l'intérieur de l'échantillon d'estimation, ce qui est un aspect important à considérer, en fonction de notre objectif d'estimer des flux potentiels d'IDE et de les utiliser pour analyser possibles effets de la délocalisation.

Dans un modèle de données de panel, si les effets spécifiques communs (α_{ij}) se relient aux variables explicatrices, un modèle à effets fixes doit être adopté. Par contre, si α_{ij} sont traitées comme des variables aléatoires, nous avons un modèle à effets aléatoires. Dans le modèle à effets aléatoires, les variables explicatrices sont assumées comme indépendantes de α_{ij} , ε_{ijt} et γ_t . Le test d'Hausman était utilisé pour

tester l'exogénéité des effets spécifiques communs. Lorsqu'il n'y a pas eu de rejet de l'hypothèse nulle, on peut conclure qu'il n'y a pas de problèmes d'endogénéité des variables explicatrices qui résultent de la possible corrélation avec les effets bilatéraux communs dans le modèle. Dans ces circonstances, un modèle à effets aléatoires peut être utilisé.

Une autre possible source d'endogénéité des variables explicatrices provient de la possible corrélation entre les variables explicatrices et le terme de l'erreur idiosyncrasique (ε_{it}). En général, dans les études antérieures les variables explicatrices sont assumées comme endogènes et il n'y a pas d'investigation sur ce type de liaison. Dans le cas présent, nous avons fait une analyse à la sensibilité, en permettant plusieurs combinaisons de variables comme potentiellement endogènes et en employant l'estimateurs des variables instrumentales.⁷ Les résultats ne sont pas trop différents de ceux qui sont obtenus quand on considère toutes les variables comme exogènes. En plus, les tests pour l'endogénéité n'ont pas rejeté l'hypothèse de l'exogénéité des régresseurs. C'est pourquoi nous estimons un modèle à effets aléatoires et nous utilisons l'estimateur de Moindres Carrés Généralisés pour obtenir des estimations consistantes et efficaces.

L'équation (1) a été estimée en considérant trois spécifications, qui utilisent des ensembles différents de variables explicatrices. Les résultats des différentes spécifications sont présentés dans le tableau 1.

[Tableau 1]

Même s'il y a des inégalités dans la magnitude, les paramètres calculés ne sont pas qualitativement différents pour la plupart des variables incluses dans les plusieurs spécifications du modèle. Les résultats indiquent que le PIB per capita du pays de destination a une influence positive dans les afflux d'IDE, tandis que la distance entre les pays semble exercer un effet négatif. Le partage d'une frontière en commun par les deux pays ne semble pas affecter significativement les flux des IDE.

La population du pays d'accueil n'est pas significative, ce qui est d'accord avec les découvertes des études antérieures et on pourrait certainement l'imaginer lorsque les IDE/POP_j sont utilisés comme des variables dépendantes. Aussi intéressant c'est que

⁷ Nous considérons la possibilité que le PIBcap_i, PIBcap_j, *Open* et Cl_{ij} soient endogènes et nous avons utilisé des valeurs retardées de ces variables en tant qu'instruments.

les niveaux relatifs de compensation de la main d'œuvre exercent une significative influence négative dans les IDE. Cela confirme l'entendement habituel dont les coûts de la main d'œuvre sont un facteur décisif d'attraction des IDE dans quelques pays et dans quelques secteurs productifs. En plus, on suggère que le commerce et les IDE peuvent être considérés en tant que compléments, lorsque la variable *open* semble affecter positivement les influx des investissements étrangers.⁸ Ce résultat n'est pas d'accord avec quelques auteurs qui affirment que le commerce et les IDE sont des substituts. Par contre, cela corrobore l'idée dont les IDE sont associés à l'intensification de la segmentation de la production qui emmène à une expansion du commerce international.

Notre étude découvre une relation positive parmi les IDE et, au même temps, la population et le PIB per capita des pays investisseurs, qui n'est pas investiguée par habitude dans la littérature. Cette relation positive implique que le plus les dimensions économiques et démographiques sont larges, plus forte est la probabilité des entreprises s'engager dans des investissements étrangers. Une explication possible est que les entreprises dans les pays plus grandes, et qui ont une population plus grande, ont plus de possibilités, d'à l'intérieur de leurs frontières, atteindre le minimum de l'échelle efficiente nécessaire à supporter les structures de l'expansion internationale. Par contre, les pays plus petits, et relativement moins peuplés, avec une demande potentielle relativement mineur, sont moins motivants et moins capables de gérer un environnement favorable à l'émergence de grandes entreprises, qui sont plus probablement mieux préparées pour l'expansion de leurs activités internationalement.

Ces résultats suggèrent que, comme les analyses théorétiques indiquent, soit le marché, soit les raisons de l'efficacité, influencent les décisions d'investir à l'étranger. La relation positive entre le PIB per capita des pays d'accueil et les flux d'IDE impliquent que le pouvoir d'achat des consommateurs potentiels est fréquemment considéré par les entrepreneurs internationaux quand ils décident la localisation internationale des fonds d'investissement. C'est certainement le cas de ces projets destinés à fournir les marchés étrangers. D'un autre côté, la relation significativement négative entre les niveaux de compensation de la main d'œuvre et l'IDE, qui émergent des calculs, appuie l'idée que le IDE est motivé par raisons d'efficacité. Quelques projets sont implémentés à l'étranger avec l'objectif de réduire les coûts de production et sont, en plus, attirés vers les domaines dans lesquels la main d'œuvre est moins chère, indépendamment de leur qualification et/ou productivité. En effet, les bas coûts

⁸ Le degré d'ouverture du pays d'accueil est statistiquement significatif au niveau de 1% dans le deuxième modèle et significatif au niveau de 6% dans le troisième modèle. Ces résultats suggèrent qu'il y a vraiment une relation positive entre les deux variables.

de la main d'œuvre peuvent révéler une basse productivité moyenne et /ou un manque de main d'œuvre spécialisée.

Les résultats obtenus, et plus spécifiquement ceux de la spécification (3), ont été utilisés pour faire des prédictions des IDE pour le Portugal, l'Espagne, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et l'Autriche. L'objectif de ce procédé est celui d'évaluer la délocalisation des IDE de la périphérie de l'UE vers les PECO, en comparant les flux potentiels et observés dans ces pays. Pour calculer les flux des IDE attendus, on ne considère que les données des plus grands pays investisseurs de l'Europe (l'Autriche, l'Allemagne, les Pays Bas, le Royaume –Uni et la France) et celles des États-Unis et du Japon. Les résultats du ratio des influx potentiels d'IDE et de ceux qui ont été observés sont présentés dans l'image 6.

Grâce à l'effet de convergence, et en se rendant compte que les pays de l'Est montrent encore des stocks des IDE plus bas que la moyenne des autres pays de l'UE, c'est raisonnable d'espérer que les valeurs potentielles soient plus basses que celles qui sont observées dans ces pays (valeurs inférieures à l'unité dans l'image 6). Même si les pays Ibériques exhibent un degré beaucoup plus élevée d'intégration dans le marché Européen, un résultat pareil peut être espéré, lorsqu'ils soutiennent aussi des valeurs d'IDE inférieurs à la moyenne de l'UE.

[Image 6]

L'image montre que la plupart des pays présente une tendance pareille dans le ratio entre les niveaux potentiels d'IDE et les niveaux observés. La plupart des ratios est inférieure à l'unité jusqu'à 1998 (légèrement inférieure pour les PECO, mais pas tellement qu'on l'espérait), et supérieure à l'unité à 1999, en déclinant significativement à 2000 (excepte en Slovaquie). Ce dernier résultat est d'accord avec les données internationales des IDE, ce qui montre le déclin le plus accentué des flux d'IDE pendant l'année de 2000, pour la plupart des pays, excepte dans les pays Ibériques et ceux de l'Est. Conséquemment, on ne réussit pas à prouver la délocalisation d'IDE des pays Ibériques vers les PECO, pendant ces années.

C'est sûr qu'on ne peut pas conclure que ce phénomène n'ait jamais arrivé après l'année 2000, ou qu'il n'arrivera pas dans le futur devant des nouveaux événements. Nos conclusions sont d'accord avec ceux du travail déjà réalisé, comme par exemple les études développées par Buch et al. (2001 et 2003), mais pas dans la même ligne

de Braconier et Eckolm (2001), qui trouvent les effets de la délocalisation dans l'emploi, dans une analyse des multinationales suédoises.

4. Les indicateurs de potentiel versus les indicateurs de performance

La comparaison réalisée dans la dernière section entre les valeurs des IDE attendus et les valeurs réelles peut être complétée par le contraste entre deux indicateurs pareils récemment présentés par l'UNCTAD (2000): les indices de *performance* et de *potentiel d'attraction* d'IDE. L'index de la performance est estimé en divisant simplement le share des flux d'IDE de ce pays dans le total des IDE du monde entier par le share du PIB de ce pays dans le PIB mondial. La valeur d'un pourrait alors indiquer que ce pays attire des IDE dans la proportion de sa dimension économique. La plupart des PECO et des pays de l'Union présentent des valeurs supérieures à l'unité dans la période de 1998-2000, avec peu d'exceptions qui révèlent des possibles problèmes au niveau structural dans ces économies.

D'un autre côté, l'index potentiel essaie de mesurer le potentiel d'attraction des IDE et est estimé comme une simple moyenne pondérée de plusieurs variables structurales, choisies arbitrairement, en incluant quelques unes employées dans le modèle estimé ci-dessus (le PIB réel per capita, la totalité des exportations, l'utilisation commerciale de l'énergie, dépenses en R&D, les étudiants qui poursuivent les études supérieures, le risque du pays, etc.). Cependant, on ne fait aucune analyse économétrique pour tester l'importance de chaque variable en tant que déterminante des IDE.

La position relative de chaque pays, en ce qui concerne les deux indices, est montrée dans l'image 7 pour quelques membres de l'UE. Les flèches indiquent l'évolution dès la période de 1988-90 jusqu'à la période de 1998-2000. L'image confirme que les pays du Sud et les PECO partagent des caractéristiques pareilles. Tous ces pays ont augmenté leur potentiel d'attraction des IDE mais, au même temps, ils ont tous empiré leur performance entre la fin des années 80 et la fin des années 90.

[Image 7]

Remarquablement, la situation est très différente par rapport aux membres du Nord et du Centre de l'UE. Dans tous ces pays, qui sont montrés dans l'image, les indices de *potentiel* ont aussi augmenté mais, au même temps, ils ont tous été capables d'augmenter aussi leur *performance* dans l'attraction des projets d'IDE. On se

demande, alors, si l'IDE du Sud ne doit pas être délocalisés vers les nouveaux membres, mais si vers les adhérents plus anciens dans le Centre et le Nord de l'UE

Un résultat tellement inespéré est, cependant, d'accord avec les conclusions des études qui ont analysé le rôle de l'infrastructure publique dans le processus de la concentration industrielle et du développement régional. D'après Martin et Rogers (1995), dans les domaines intégrés en comprenant des pays riches et des pays pauvres, les efforts pour amener à la convergence via les transferts souhaités au financement des infrastructures dans les régions les plus pauvres, peuvent aboutir à l'effet opposé, i.e. la divergence plutôt que la convergence, à cause de la concentration de l'industrie dans les pays plus riches. En faisant la distinction entre les infrastructures domestiques et internationales,⁹ les auteurs suggèrent que quand l'objectif d'une politique régionale est la promotion de la convergence parmi les pays riches et les pauvres, la politique doit être dirigée vers les infrastructures domestiques. Si ce n'est pas le cas, alors le résultat sera la divergence régionale et la concentration des industries dans les régions centrales. Cela a eu lieu dans les membres périphériques de l'UE du Sud, où les fonds de l'UE ont été dirigés vers le financement des infrastructures internationales comme par exemple, les autoroutes internationales, les infrastructures des chemins de fer internationaux, les ports et les aéroports. Dans ces conditions, lorsque les pays plus pauvres ont des marchés moins attirants, les entreprises internationales se placeront dans les riches régions nucléaires, où le pouvoir d'achat est plus élevé et des économies d'échelle peuvent être exploitées. Seulement les projets qui sont vraiment dépendants de l'exploitation des ressources localisées et/ou où les économies d'échelle ne sont pas importantes peut-être dirigés vers les régions périphériques.

Conclusions

La perception prépondérante que le récent processus de l'élargissement de l'UE doit avoir délocalisé des projets d'IDE du Portugal et d'autres membres du Sud de la Communauté vers les nouveaux états adhérents n'est pas confirmée par les analyses quantitatives. On peut essayer de proposer des explications possibles. Premièrement, les données consistantes et fiables par rapport aux PECO couvrent encore une

⁹ Alors que les infrastructures nationales facilitent le commerce domestique, les infrastructures internationales facilitent le commerce international.

période très limitée. Ainsi, l'épreuve de la délocalisation peut apparaître seulement après avoir disponibles des données nouvelles, en couvrant aussi la période après l'adhésion. Deuxièmement, les projets d'investissement vraiment délocalisés vers l'Est, qui apparaissent souvent dans les moyens de communication sociale, représentent une petite fraction des flux d'IDE globaux, trop insignifiants pour être vérifié par les tests empiriques. Troisièmement, c'est possible que l'IDE ne soit pas délocalisé du Sud vers l'Est, mais si vers d'autres régions hors les PECO.

Les effets de la complète adhésion à l'UE dans le relogement des IDE ne sont pas encore éclaircis. Premièrement, l'adoption de l'acquis communautaire, surtout en termes de main d'œuvre et des politiques de l'environnement, peut impliquer quelques coûts additionnels pour les entreprises. Inversement, ça peut réduire les risques d'investissement en assurant des relations plus franches parmi les entreprises, les investisseurs et les gouvernements. Deuxièmement, les nouveaux membres bénéficieront des fonds structureux dirigés vers, parmi d'autres, l'amélioration d'infrastructures basiques et de la spécialisation de la main d'œuvre. Troisièmement, la plupart des nouveaux membres a implémenté récemment quelques mesures destinées à la promotion des IDE, surtout en libéralisant quelques marchés et en réduisant les impôts corporatifs.

La compétition sur les impôts corporatifs a provoqué un débat dans l'UE, avec l'Allemagne et la France en premier plan en essayant d'établir des taxes minimums, en ayant peur que les impôts très bas dans les nouveaux membres de l'UE puissent affecter les investissements étrangers en Europe Centrale. Les membres plus anciens menacent même arrêter l'aide au développement donnée aux nouveaux membres en disant, que des impôts corporatifs tellement bas suggèrent qu'ils n'ont pas besoin de l'argent. Au Portugal la taxe basique est de 27.5%, inférieure à celle de l'UE15, une moyenne de 31.5%, mais supérieure à la moyenne des nouveaux membres, 21.5%. Pourtant, l'opinion générale semble être que les impôts corporatifs ne sont pas le principal facteur d'attraction des IDE. Les bas salaires sont encore considérés comme le principal facteur d'attraction vers l'Est. En Allemagne, par exemple, malgré les taxes corporatives soient deux fois plus élevés que ceux dans les nouveaux membres, les coûts de la main d'œuvre sont de cinq à douze fois supérieurs aux coûts dans les pays de l'Est.

La compétition des IDE augmentera dans l'Union Européenne et pour le Portugal sera très difficile d'entrer en compétition avec les nouveaux adhérents à l'UE et d'attirer le même type de projets des IDE. Être membre établi de l'UE il y a presque vingt ans apporte des avantages relatifs à l'économie portugaise. Elle possède des

infrastructures améliorées, un environnement légal et administratif plus fiable, un pouvoir d'achat plus fort et une stabilité politique et macroéconomique plus élevée, surtout car il est déjà un membre de l'UEM. C'est vrai que quelques-unes de ces avantages peuvent s'éroder soudain dans le processus de convergence. En plus, le Portugal présente aussi des désavantages importants par rapport aux nouveaux membres de l'UE, en affectant sa capacité d'attirer l'investissement étranger. La plupart d'entre eux ont une nature plus structurale et sont difficiles de dépasser à moyen terme : des coûts de production plus hauts en terme de salaires et d'impôts corporatifs, des lois plus rigides en ce qui concerne la main d'œuvre (voir par exemple, Riboud, Sanchez-Páramo et Silva-Jáuregui, 2002) une main d'œuvre moins éduquée, un marché plus petit et plus éloigné du centre de l'UE.

Le rôle antérieur des pays du Sud de l'UE, en tant que destinations aux salaires peu chers, assumé récemment par les nouveaux adhérents à l'UE, est en train d'être assumé par des pays plus à l'Est, qui n'appartiennent pas à l'UE. Du côté du Portugal, il y a, pourtant, encore du temps et la possibilité d'avoir des mesures politiques dirigées à rendre plus forts les avantages relatifs en tant que destination d'attraction des IDE

Références

- BALDWIN, R., FRANCOIS, J. et PORTES, R. (1997) The costs and benefits of eastern enlargement: the impact on the EU and Central Europe, *Economic Policy*, 24, 125-170.
- BANCO DE PORTUGAL (2004) Relatório do Conselho de Administração, Banco de Portugal.
- BARRY, F. et HANNAN, A. (2001) Will enlargement threaten Ireland's FDI Inflows?, *Quarterly Economic Commentary*, December 2001, Economic and Social Research Institute, Dublin, pp. 55-67.
- BRACONIER, H. et EKHOLM K. (2001) FDI in Central and Eastern Europe: Employment effects in the EU, *CEPR working paper* 3052.
- BRENTON, P., DI MAURO, F. et LUCKE, M. (1999) Economic integration and FDI : an empirical analysis of foreign investment in the EU and in Central and Eastern Europe, *Empirica*, 26, pp. 95-121.
- BREUSS, F. (2002) Benefits and Dangers of EU Enlargement, *Empirica*, 29, pp. 245-274.
- BUCH, C., KOKTA, R. et PIAZOLO, D. (2001) Does the east get what would otherwise flow to the south? FDI diversion in Europe, *Kiel Institute of World Economics working paper* 1061.

- BUCH, C., KOKTA, R. et PIAZOLO, D. (2003) Foreign direct investment in Europe: Is there redirection from the South to the East?, *Journal of Comparative Economics*, 31, pp. 94-109.
- CHENG, I-Hui et H. WALL, H. (2005) Controlling for Heterogeneity in Gravity Models of Trade, *The Federal Reserve Bank of St. Louis*, 87(1), pp. 49-63.
- CRESPO, N., FONTOURA, P. et BARRY, F. (2004) EU Enlargement and the Portuguese economy, *The World Economy*, 27(6), pp. 781-802.
- EGGER, P. et PFAFFERMAYR, M. (2003) The Proper Econometric Specification of the Gravity Equation: a Three-Way Model with Bilateral Interaction Effects, *Empirical Economics*, 28(3), pp. 571-580.
- EKHOLM, K. et MARKUSEN, J. (2002) Foreign Direct Investment and EU-CEE Integration, background paper for the conference "Danish and International Economic Policy" held at the Institute of Economics, University of Copenhagen.
- GALEGO, G., VIEIRA, C. et VIEIRA, I. (2004) The CEEC as FDI attractors: a menace to the EU periphery?, *Emerging Markets, Finance and Trade*, 40 (5), pp. 74-91.
- INSTITUTE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT, *The World Competitiveness Yearbook*, several issues.
- MARTIN, P. et ROGERS, C. (1995) Industrial location and public infrastructure, *Journal of International Economics*, 39, pp. 335-351.
- MINISTÉRIO DAS FINANÇAS (2003) Portugal no Espaço Europeu – o Investimento Directo Estrangeiro, Departamento de Prospectiva e Planeamento.
- OECD (2002) *International Direct Investment Statistics Yearbook*, 1980-2000.
- RIBOUD, M., SÁNCHEZ-PÁRAMO, C. et SILVA-JÁUREGUI, C. (2002) Does Eurosclerosis Matter? Institutional reform and labour market performance in Central and Eastern European Countries in the 1990's, *Social Protection Discussion Paper Series n. 0202*, The World Bank.
- UNCTAD (2002) *World Investment Report 2002: Transnational Corporations and Export Competitiveness*, United Nations.
- UNCTAD (2004) *World Investment Report 2004: The Shift Towards Services*, United Nations.

Appendice: Sources de l'échantillon des données

Flux des IDE – Nous avons utilisé des données de l'OCDE pour les flux avec origine en Autriche, Benelux, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Royaume-Uni, Etats Unis et Japon, et destination pour un panel de pays en incluant tous les actuelles membres de l'UE, Japon, Etats Unis, Canada,

Australie, Norvège, Suisse, Pologne, République Tchèque, Hongrie, Roumanie, Slovénie, Slovaquie et Bulgarie, de 1993 à 2000 (toutes les fois que les données étaient disponibles).

***GDP_{cap*i*}* and GDP_{cap*j*}** – PIB per capita du pays d'origine et de destination.

Source: Chelem Database

pop_i et pop_j – population du pays d'origine et de destination.

Source: Chelem Database

Dist_i – distance géographique, en km, entre les citées capitales des différents pays.

Source: <http://www.indo.com/distance/>

Frontier – variable dummy qui prend la valeur un si les pays partagent une frontière.

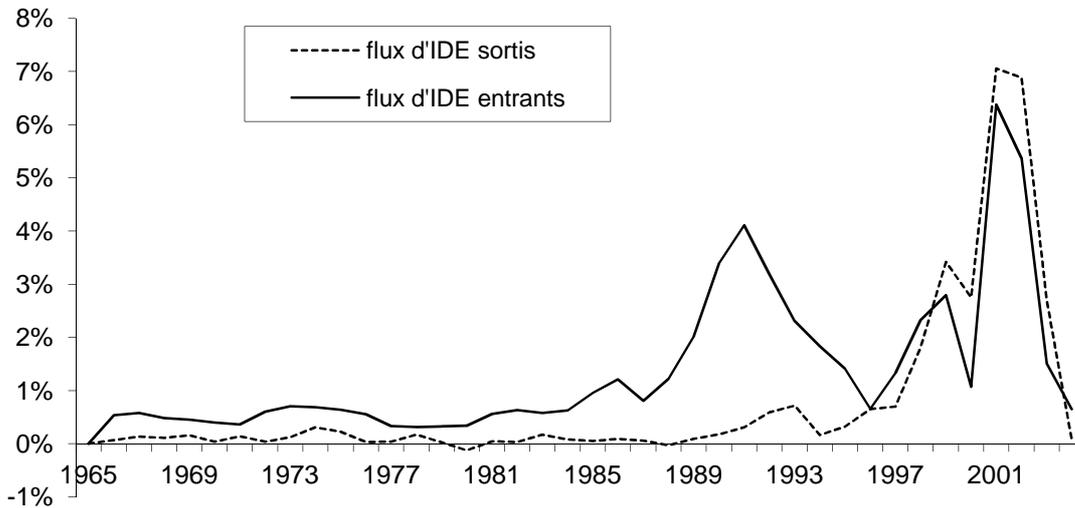
CL_{ij} – niveaux de compensation dans le pays d'accueil en relation aux niveaux de compensation dans le pays d'origine.

Source: IMD World Competitiveness Yearbook

Tous les variables sont en valeurs constantes (Dollars américaines de 1990).

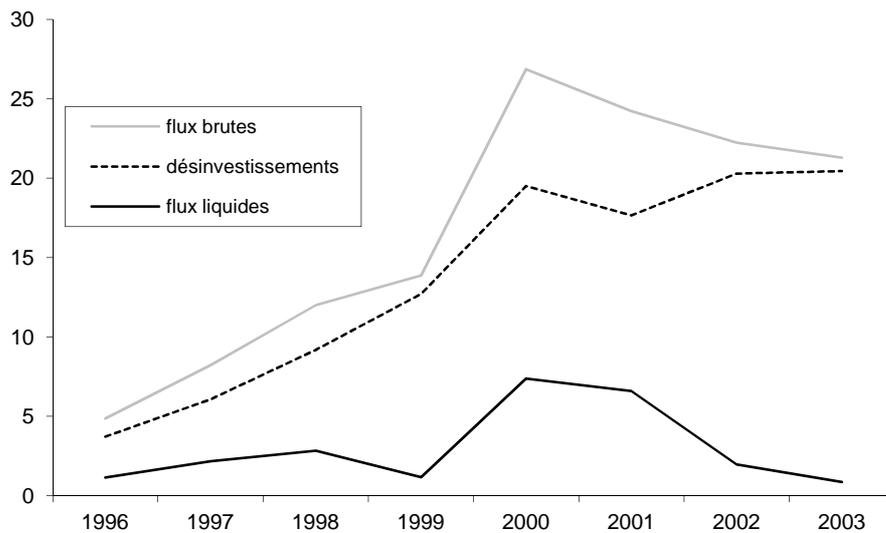
Images et Tableaux:

Image 1 – Investissements directs étrangers du Portugal dans l'extérieur et de l'extérieur au Portugal



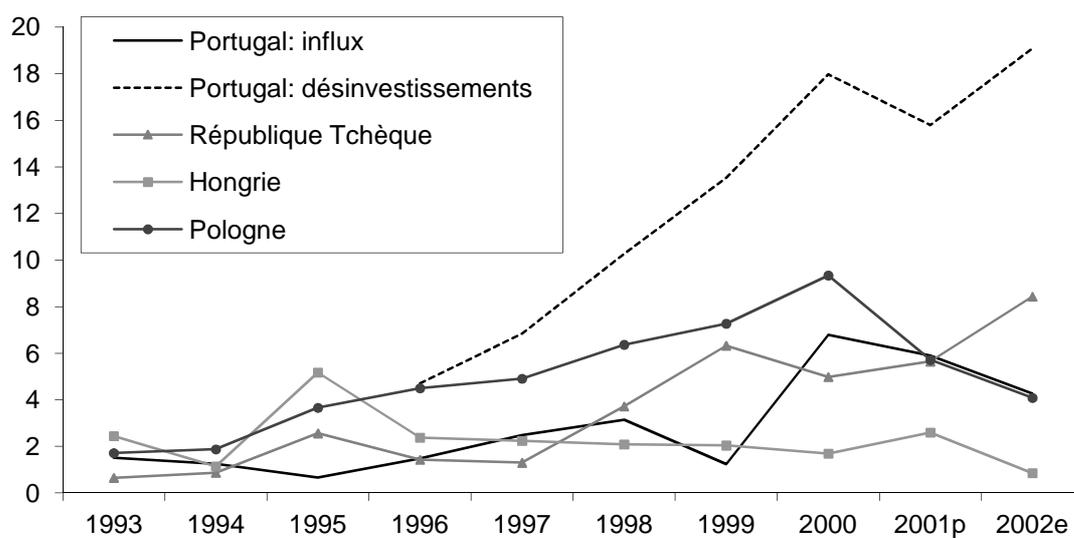
Source: Banco de Portugal

Image 2: Investissements directs étrangers au Portugal (10⁶ euros)



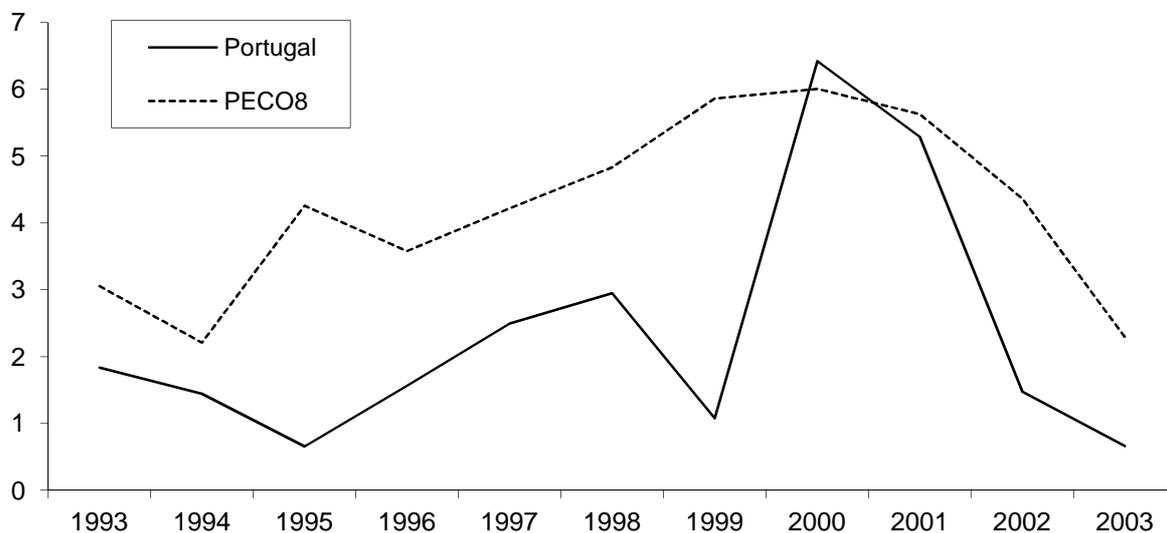
Source: Banco de Portugal

Image 3 – Influx d'IDE pour le Portugal et pour les plus grands PECO (billions \$)



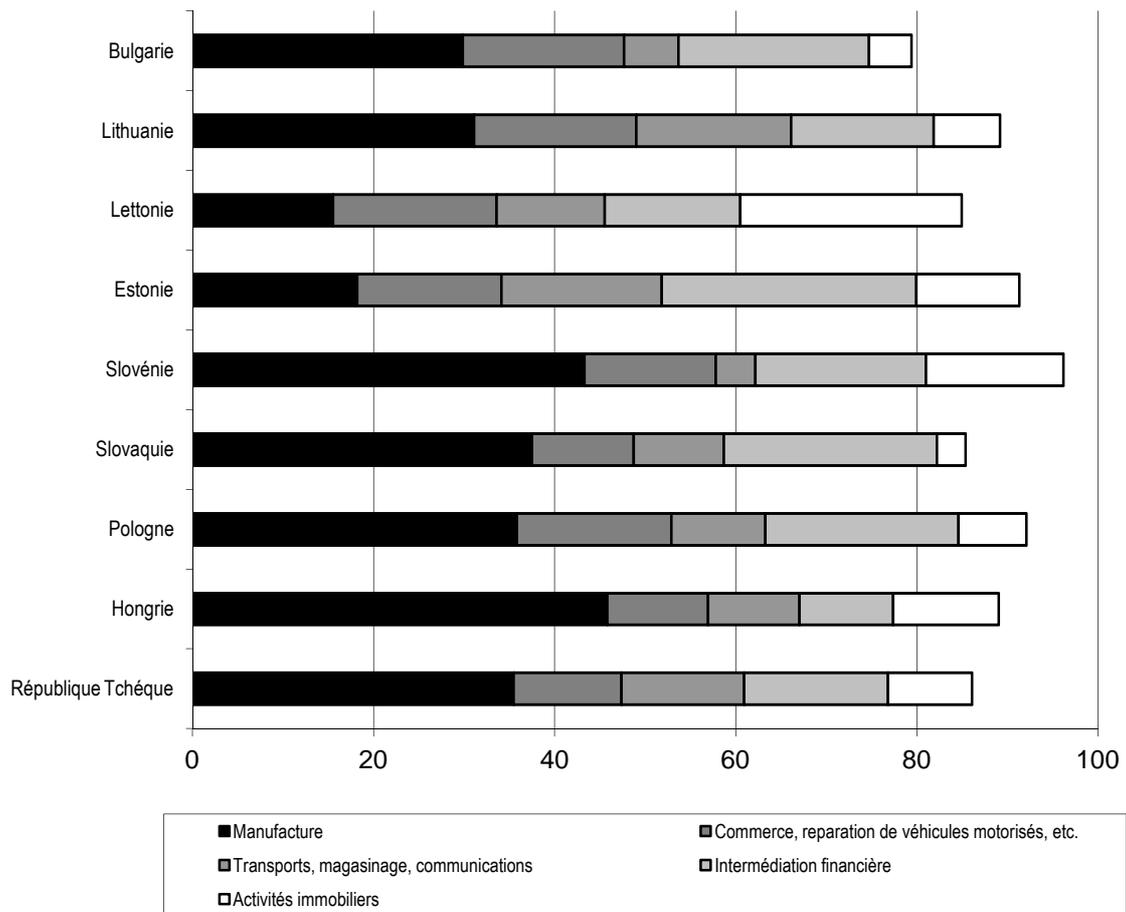
Source: IMF Balance of Payments CD ROM et Banco de Portugal

Image 4 – Influx d'IDE pour le Portugal et pour les nouveaux membres de l'UE (% PIB)



Source: IMF Balance of Payments CD ROM

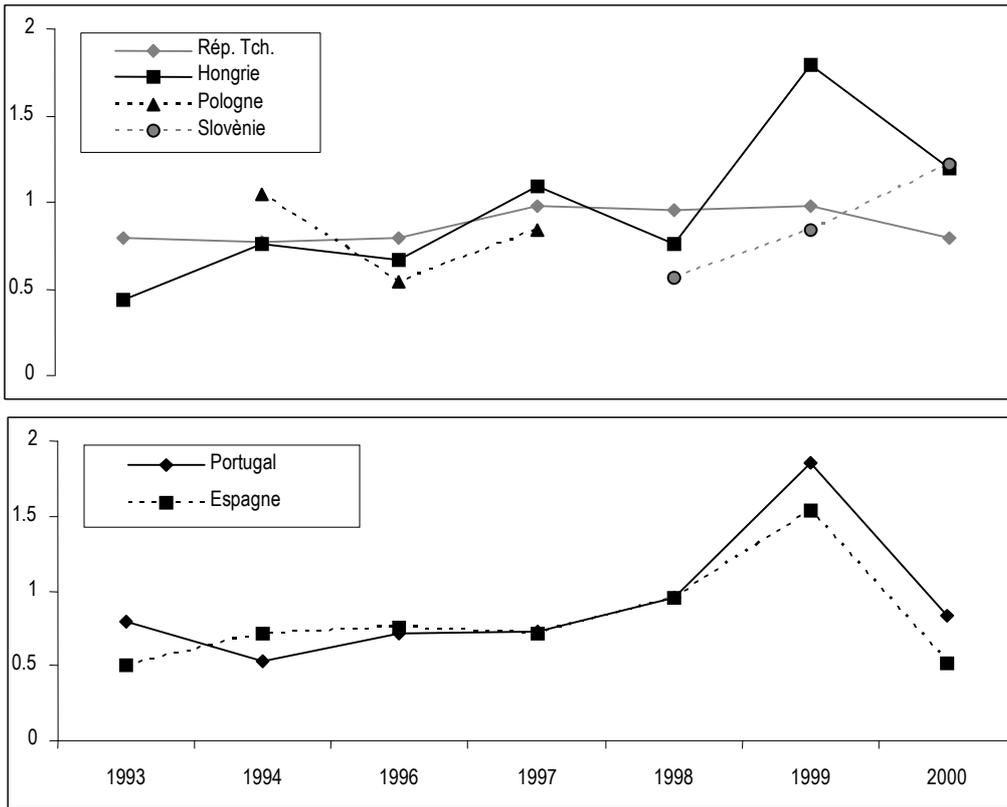
Image 5: Stock d'influx d'IDE par pays et par activité économique – 2003* (% du stock total)



Source: WIIW – WIFO Database 2004.

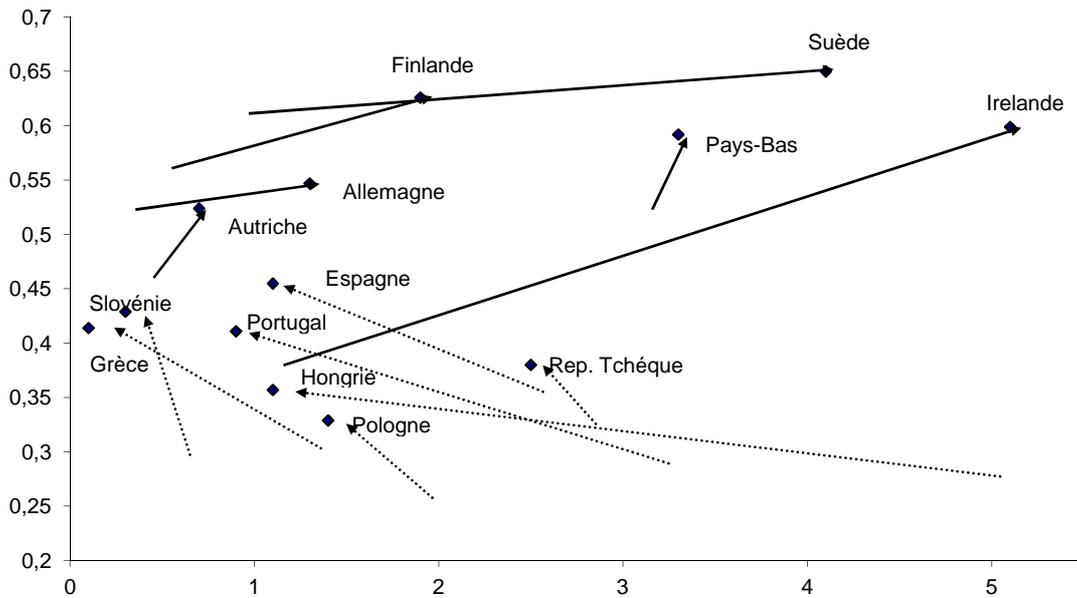
*Exceptions : Slovénie, Pologne, République Tchèque et Hongrie: 2002.

Image 6: Flux d'IDE Potentiels/Observés, pays communautaires de l'Est et Ibériens



Source: Les valeurs potentiels utilisent les estimations de la spécification (3) en Tableau 1.

Image 7: Indices de Performance (axe horizontal) et de Potentiel, 1988-90 à 1998-2000 (UNCTAD)



Source: Indices de performance et de potentiel de la UNCTAD (2002)

Tableau 1: Déterminants des flux d'IDE
Modèles à effets aléatoires estimés avec la Méthode des Moindres Carrés Généralisés

Variable	(1) <i>Coefficient</i> <i>(Err. Std.)</i>	(2) <i>Coefficient</i> <i>(Err. Std.)</i>	(3) <i>Coefficient</i> <i>(Err. Std.)</i>
GDPcapi	3.492* (0.69)	3.337* (0.69)	3.769* (0.73)
GDPcapj	0.951* (0.13)	1.089* (0.14)	1.698* (0.32)
Popi	0.623* (0.12)	0.588* (0.12)	0.736* (0.13)
Popj	-0.175 (0.12)	-0.022 (0.13)	-0.038 (0.14)
Openj	–	0.652* (0.22)	0.448 (0.24)
Clij	–	–	-0.616* (0.23)
Distij	-0.836* (0.17)	-0.734* (0.17)	-0.848* (0.17)
Frontier	-0.063 (0.48)	-0.028 (0.47)	-0.136 (0.48)
Constant	-37.581* (7.10)	-38.084* (7.07)	-48.459* (8.07)
N	2177	2177	1674
Test de Wald (tous coeff. =0)	477.46*	488.45*	324.15*
Déviation Std. Résiduel	1.047	1.047	1.065
Test d' Hausman specif.	19.15	20.04	19.07

Toutes les variables sont en logs. La variable dépendante est le log des flux IDE/POPj. L'appendice montre la définition des variables, les pays utilisés dans les régressions et les sources de l'échantillon des données. (*) et (**) représentent les valeurs qui sont statistiquement significatifs à 1% et à 5%, respectivement.